

CAIPD

Cellule d'analyse d'impact des politiques
de développement
Numéro 09 (12 Déc. 2024)*

Les services de garde d'enfants subventionnés : Un levier pour accroître la participation des mères au marché du travail au Sénégal

Nabilatou Bouraima et Fatou Cissé
Chercheuses au Consortium Pour La Recherche Economique Et Sociale (CRES)

Créée à l'initiative de la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire, la CAIPD réunit des chercheurs de LISER et de J-PAL Europe afin de doter la Coopération luxembourgeoise d'outils méthodologiques pour les évaluations d'impact et le monitoring des programmes de coopération.



Résumé

La participation des femmes au marché du travail a significativement progressé au cours des dernières décennies, mais elle demeure faible au Sénégal. L'accès aux services de garde d'enfants (SDG) constitue un levier potentiel pour favoriser l'emploi, mais leur coût élevé limite leur utilisation. Ce *policy brief* évalue l'impact d'une réduction des coûts des SDG sur les décisions des mères de travailler. Bien que les résultats montrent une amélioration de la participation, l'effet reste modeste. Des obstacles autres que financiers, tels que les normes sociales ou des alternatives informelles, influencent également ces choix.

Données

L'analyse utilise les données de l'*Enquête Ménage sur les Services de Garde des Enfants au Sénégal 2022*, menée par le CRES. Elle porte sur un échantillon de 1 041 femmes âgées de 15 ans et plus, ayant des enfants de 0 à 6 ans, et 242 SDG répartis dans les dix régions du Sénégal. Les SDG se classent en sept catégories : cases des tout-petits (23,89%), garderies (20,6%), classes préscolaires à l'élémentaire (17,6%), écoles maternelles (14,7%), écoles communautaires (12,35%), crèches (7,83%) et daaras préscolaires (3,08%). Le coût mensuel moyen est de 25 502 FCFA (39 euros).

Méthode

Un modèle binaire à deux équations est estimé afin d'identifier les facteurs expliquant la décision des mères de travailler et celle des ménages d'utiliser les SDG. L'analyse compare des mères présentant des caractéristiques sociodémographiques similaires, telles que leur salaire horaire, leur revenu et le nombre d'enfants par groupe d'âge dans le ménage. Les paramètres obtenus servent ensuite à simuler l'impact d'une variation des prix des SDG, par exemple une hausse, sur ces décisions dans divers scénarios.

Résultats

Une hausse des prix des SDG réduit l'emploi des mères et l'utilisation des SDG par les ménages, qui privilégient les alternatives informelles. Toutefois, une réduction des coûts (i.e. 70%) contribue faiblement à l'emploi des mères et à l'utilisation des SDG (i.e. +1,12% et +3,38% respectivement). Le milieu de résidence et le type de SDG jouent un rôle significatif. En milieu urbain, la demande pour les daaras préscolaires, qui offrent une éducation religieuse, est plus sensible à leurs coûts, soulignant l'importance de l'accessibilité des SDG et des perceptions sociales au Sénégal.

Principaux Enseignements

Notre analyse met en évidence plusieurs points clés :

- **Coûts élevés des SDG** : Tant que les SDG resteront inabordables pour les mères sénégalaises et leurs ménages, des alternatives informelles, comme la garde par des proches, seront privilégiées.
- **Barrières non financières** : Les décisions des mères sénégalaises de travailler et des ménages de recourir aux SDG dépendent également du type de SDG disponibles et de leur accessibilité selon le lieu de résidence.

Des politiques complémentaires, telles que des subventions, un élargissement de l'accès en zones rurales, une augmentation de l'offre et des campagnes de sensibilisation, pourraient renforcer l'autonomisation économique des mères. Des recherches futures devraient approfondir ces facteurs et proposer des solutions adaptées au contexte sénégalais.